LES CHEMINOTS RÉUSSISSENT LEUR GRÈVE

Paralysie totale

La réunion de négociations entre une délégation de la Centrale syndicale, conduite par son secrétaire national chargé des questions économiques et sociales, Achour Telli, et la direction générale de la SNTF se poursuit toujours. Ceci alors que les cheminots campent sur leurs positions et rejettent toute forme de reprise du travail, «tant que leurs revendications ne sont pas prises en considération».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) -La réunion à laquelle ont pris part des délégués syndicaux de la Fédération nationale des travailleurs des chemins de fer a débuté à 14 h et risque de se poursuivre tard dans la soirée. Et rien ne plaide pour un dénouement «immédiat de la crise».

Une crise qui a provoqué une paralysie totale de toutes les activités ferroviaires durant la journée d'hier, 6 mars.

Selon nos sources, la grève enclenchée par les syndicalistes de base, soutenue par la quasi-totalité des travailleurs du rail est celle de la dernière chance pour faire valoir leurs droits légitimes». Samedi, une réunion a regroupé au siège de la direction générale de la SNTF des responsables de l'entreprise et des représentants des travailleurs.

Or, les positions des uns et des autres n'ont permis aucun compromis. Chose qui a amené les représentants des travailleurs à maintenir le mot d'ordre de la grève. Les syndicalistes dénoncent notamment le système d'attribution des échelons, qualifié de «défaillant» et les «flagrantes inégalités salariales entre les travailleurs».

L'attribution des échelons, la grille des salaires négociée en mai 2010, suivie d'une mauvaise application, selon les syndicalistes, constituent également la pomme de discorde. «Ces défaillances ont eu des conséquences négatives sur la carrière des cheminots, entre autres deux ans pour passer d'un échelon à un autre.» La direction générale de la SNTF a été destinataire d'une plate-forme de revendications, dont l'augmentation des primes de panier et de déplacement pour le personnel roulant, les indemnités du régime particulier (IDRP), les indemnités de l'expérience professionnelle (IEP) ainsi que la révision et le déroulement de carrière.

Du côté de l'employeur, on indique que «la balle est dans le camp des syndicalistes». Noureddine Dakhli, directeur des ressources humaines, dira à cet effet :«Nous avons tenté de raisonner les cheminots pour ne pas priver les citoyens de ce moyen de transport très prisé, notamment par les habitants des banlieues algéroises et ceux des autres wilayas du pays, en vain.»

Pour ce même responsable, «le problème est d'ordre organisationnel». «Nous avons proposé une solution alternative qui sera mise en application graduellement et qui touchera d'ici peu l'ensemble des cheminots, mais les syndicalistes campent sur leurs positions», a-t-il indiqué.

A. B.

Photo : Samir Sid

La gare Agha fermée aux usagers.

PROTESTATION DANS LES UNITÉS DE PRODUCTION DE SONATRACH

Le mouvement des pétroliers largement suivi

Le mouvement de protestation initié par les travailleurs de Sonatrach a été suivi dans plusieurs unités de production. La création d'un syndicat d'entreprise pourrait être débattue dans un très proche avenir.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les travailleurs des unités de production de Sonatrach ont répondu, hier, au mot d'ordre de protestation pour la satisfaction de leurs revendications salariales. C'est notamment le cas au niveau de la base de Hamra, où le mouvement a été suivi par l'ensemble du personnel. «Comme prévu, les travailleurs ont organisé une marche jusqu'à la direction générale puis ont remis la plate-forme de revendications au directeur général de l'unité», précise un des membres du collectif du personnel.

La décision de boycotter le déjeuner a également été respectée par tous les travailleurs. Notons que le mouvement a également été suivi au niveau des installations de la Sonatrach à Tin Foué Tanbenkort (TFT), précise notre source.

«Il y a un véritable travail de coordination entre toutes les unités de production du sud du pays. Tous les pétroliers s'estiment aujourd'hui concernés, quel que soit leur poste ou niveau de responsabilité», note un travailleur de la zone de Hassi R'mel. Selon lui, il existe actuellement une prise de conscience réelle sur la nécessité de revoir les modalités de représentativité des personnels en poste au Sud. «L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et sa fédération ont montré leurs limites. Ils ne sont plus représentatifs. Actuellement, notre objectif consiste à aboutir à la satisfaction pleine et entière de notre plate-forme de revendications. Mais, à terme, la création d'une nouvelle organisation syndicale devrait s'imposer. Ce n'est pas encore à l'ordre du jour, mais la question est actuellement débattue par les travailleurs.»

Rappelons que l'un des principaux points inscrits dans la plate-forme de revendications porte sur la revalorisation de l'indemnité de zone et des conditions de vie (IZTV).

Cette prime, qui devrait représenter 60% du salaire des travailleurs des unités de production de la Sonatrach, ne représente, ces dernières années, plus que 20% du fait de son indexation sur un SNMG à 6 800 dinars.

T. H.

Photo : Samir Sid

Mécontentements chez les pétroliers.

MÉDECINS RÉSIDENTS

Sit-in de protestation aujourd'hui

Les médecins résidents vont observer un rassemblement aujourd'hui dans les différents établissements de santé à travers le territoire national. Ils demandent la satisfaction de leurs revendications.

La contestation dans le secteur de la santé n'est pas encore terminée. Le corps des médecins résidents a décidé, à son tour, de réagir en demandant que leur plate-forme de revendications soit prise en charge.

Pour se faire entendre, ces médecins ont prévu un sit-in de protestation aujourd'hui dans les différents établissements de santé implantés sur le territoire national.

C'est ainsi que des rassemblements devraient être observés au CHU Mustapha-Pacha à Alger, ainsi qu'aux CHU de Annaba, Batna, Blida, Constantine, Oran, Sétif, Sidi-Bel-Abbès, Tizi-ouzou et Tlemcen. C'est ce qu'a annoncé, hier, le collectif autonome des médecins résidents algériens, dans un communiqué rendu public. Les protestataires exigent, entre autres, la révision du statut particulier, l'amélioration de la situation et des conditions de travail de la corporation, la suppression du service militaire ainsi que l'abrogation du décret portant service civil. Selon un porte-parole du collectif, les résidents sont affectés dans des régions enclavés sans bénéficier de moyens leur permettant d'exercer dans des conditions convenables. «Nous demandons un plateau technique, notamment deux médecins et un infirmier», a-t-on proposé. Ce dernier demande également des logements de fonction et une revalorisation salariale.

Ces médecins se disent dévalorisés et revendiquent une reconnaissance. «Nous ne sommes pas des étudiants mais des médecins», concluent-ils.

Salima Akkouche

DES CITOYENS TIENNENT UN SIT-IN DEVANT LA DAÏRA

Hassi-Messaoud sous haute tension

De nombreux citoyens ont participé, hier, à un sit-in devant le siège de la daïra de Hassi-Messaoud pour exiger du travail et un logement. Selon une source locale, la tension n'a pas baissé d'intensité depuis la mi-février, période durant laquelle a débuté ce mouvement de protestation. Jeudi dernier, des familles qui ont tenté de squatter des logements neufs ont été sorties de force par des éléments de la police. Notons que la ville de Hassi-Messaoud, qui est considérée comme la commune la plus riche d'Algérie, ne dispose pas d'assemblée élue. La gestion de la municipalité est, depuis 2007, du ressort exclusif du chef de daïra.

T. H.